

RIC, Européennes, on s'en fou on ne vote pas, on lutte !

LE VENT DE COLERE QUI SOUFFLE depuis deux mois a commencé à faire reculer le gouvernement. Gilets jaunes, exploité-e-s, mal logé-e-s à Marseille, lycéens et lycéennes, et autres révolté-e-s, nous avons repris confiance en nos possibilités en bloquant ou ralentissant des flux économiques, en fermant des centres commerciaux, en détruisant des vitrines d'un monde qui nous broie sans cesse, en affrontant les forces de l'ordre venues nous déloger, et en refusant majoritairement les chefs et autres porte-paroles.

Pour la première fois depuis très longtemps – trop longtemps – les dirigeants et dirigeantes ont reculé et lâché quelques miettes. Et c'est bien parce que, d'une part nous avons réussi collectivement à imposer un rapport de force au pouvoir politique et économique, et que d'autre part, ils ont eu peur d'un mouvement sans représentant-e et sans négociation, que ceux-ci ont consenti ces quelques petites concessions. Concessions qu'ils et elles s'empressent sans surprise de rogner ...

Cependant, sur les ronds points, dans les médias et sur les réseaux sociaux fleurissent depuis quelques semaines des appels à des débouchés électoraux à nos luttes. Il n'est plus question d'augmentation des salaires, des minimas sociaux, de lutter contre ceux et celles qui nous exploitent, mais de changer les règles du jeu politique ou de l'investir.

Nous pensons que s'aventurer sur ce terrain est un piège.

Les européennes, le terrain des politicien-ne-s.

Depuis quelques semaines, quelques gilets jaunes qui ne représentent qu'eux et elles-mêmes ont décidé de lancer une liste aux européennes. Pourtant, penser que changer de personnel politique permettra de résoudre la situation que nous vivons est une erreur. Combien avons nous vu de Pierre Bérégovoy ou de Bernard Tapie, voir de leaders syndicaux ou révolutionnaires trahir leur classe sociale ou leurs compagnon-ne-s de lutte ? Comme le clame depuis plus d'un siècle l'anarchisme, la politique est un piège et le pouvoir corrompt.

Le mouvement des Gilets Jaunes s'est construit contre la classe politique, contre tous les représentant-e-s. C'est ce qui a évité ou rendu marginale et toute prise de pouvoir et toute trahison.

De toute façon, la présentation d'une liste électorale nécessiterait la construction d'un programme commun qui ne manquerait pas de créer des scissions. La plupart d'entre nous ne se reconnaît déjà pas dans les 42 doléances recensées sur les réseaux sociaux (notamment les propositions anti-migrant-e-s). Cette tactique ne nous divisera d'ailleurs pas que sur l'éventuel programme à adopter, mais également sur la stratégie à employer entre militant-e-s déjà encarté-e-s, anti-électoraux, et Gilets Jaunes électoralistes.

Tout cela risque surtout d'entretenir l'illusion que nous pourrions faire l'économie de nous retrouver dans la rue ou sur les ronds points. Ce serait alors signer l'arrêt de mort du mouvement. Puisque ce n'est pas par peur d'une quelconque menace électorale que le pouvoir cède quelques miettes, mais bel et bien parce qu'il peine à maintenir l'ordre.

Et comme une catastrophe n'arrive jamais seule, la présentation de cette liste aux européennes nous obligerait en plus à supporter Francis Lalanne.

Enfin, il faut se méfier encore davantage des quelques Gilets Jaunes qui appellent à la destitution du pouvoir, la guerre civile ou à un coup de force de l'armée. Derrière ces revendications putschistes se cachent l'extrême droite et ses vieilles lunes.

Le RIC aussi.

La proposition d'instaurer un *Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)* a le mérite inverse de se présenter comme une rupture avec la démocratie représentative. Mais l'instauration du RIC n'est qu'une fausse alternative à l'élection et la délégation, une illusion de démocratie directe.

Parce que le RIC, s'il est mis en place, sera supervisé par des constitutionnalistes et des juristes qui ont des intérêts communs avec les mêmes politiciens et politiciennes qu'il cherche à contourner. Parce que ce sont ces juristes qui, en tout complicité avec le pouvoir politico-économique, formuleront les questions, imprimeront le rythme de la campagne, détermineront les modalités de ce référendum et la validité des questions posées.

De toute façon, le recours au référendum poserait un autre problème de taille, celui de l'inégalité des campagnes. En effet, non seulement l'Etat, mais également les Partis et les organisations, bénéficieraient de moyens colossaux pour faire campagne sur les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Et l'on ne parle même pas des exclu-e-s du vote et des abstentionnistes...

S'aventurer sur le terrain électoral, même par voix référendaire, c'est s'aventurer en terre hostile. Depuis plus d'un mois, sur les ronds points, dans les blocages, dans les actions, dans les assemblées, ce que nous expérimentons de nouveau, c'est la reprise en main de nos luttes, directement, sans intermédiaire. Ce que nous vivons se partage, se discute, s'engueule et se heurte parfois, mais se vit et s'éprouve réellement et collectivement. Le recours au référendum c'est le retour à l'isolement de l'isoloir.

La Suisse a depuis des lustres recours à ce type de référendum. Et là bas aucun de ces derniers n'est venu bousculer la manière dont la bourgeoisie suisse exploite sa main d'œuvre. Les seuls référendums qui aboutissent sont ceux qui traitent de questions secondaires ou qui ont des visées identitaires. L'extrême droite, à travers son Parti l'UDC longtemps dirigé par le milliardaire Christophe Blocher, a ainsi pu mener campagne contre des minarets, par ailleurs inexistantes, en toute quiétude. A contrario en Italie, les syndicalistes de la CGIL, qui avaient voulu lancer un référendum contre le projet anti-social Job Act du technocrate Matteo Renzi, ont été déboutés. Le référendum a été jugé inconstitutionnel. L'Etat comme le capital, et c'est normal, savent défendre leurs intérêts. En France, l'expérience du référendum de 2005 sur la constitution européenne a fini de démontrer comment l'Etat et le capital, ainsi que les technocrates qui les animent, conçoivent la question référendaire. Si le résultat est positif, il légitime des prises de décision déjà établies ou peu menaçantes, et s'il est négatif, on n'en tient pas compte.

Le peuple, la Nation, le miroir aux illusions.

S'il est heureux de renouer avec une critique de la manière dont les riches tirent leur richesse de notre travail et dont

l'Etat les soutient, il nous semble beaucoup plus hasardeux de se référer au Peuple et la Nation pour s'opposer à cette spoliation. Il y a là l'illusion que le peuple, les citoyen-ne-s ont des intérêts communs, l'intérêt général, et que l'État est là pour les garantir.

Nous sommes de ceux et celles qui pensent au contraire que nous n'avons pas les mêmes intérêts que nombre de « français » et de « françaises ». Nous ne sommes ni solidaires avec, ni égaux à ceux et celles qui nous exploitent. Et ça ne concerne pas seulement les plus grosses fortunes qui concentrent toujours plus d'argent. Nous n'avons pas les mêmes intérêts que des patron-ne-s, des gros-se-s agriculteurs-trices participant au mouvement.

La figure du citoyen efface toute distinction de classe et tout rapport de domination. Nous ne partageons pas l'idée d'opposer le Peuple comme un tout homogène à une oligarchie réduite qui semble unir une bonne part de ce mouvement. Nous n'adhérons définitivement pas à la fiction républicaine de l'unité du Peuple.

Quant à l'État il n'a historiquement toujours été que l'expression d'un rapport de force en faveur des classes dominantes. Ses concessions n'adviennent que sous les coups de butoir des révolté-e-s. Ou parce que le capital a conjoncturellement intérêt à développer un Etat social et des infrastructures techniques et scientifiques à même de soutenir son propre développement. Les hauts fonctionnaires d'Etat et les principaux dirigeants d'entreprise ont fréquenté les mêmes écoles, passent d'un secteur à l'autre en permanence, partagent les mêmes intérêts. C'est la définition même de l'Etat moderne. L'Etat est une mafia qui a réussi.

La police, même si elle partage parfois nos conditions salariales, est là pour imposer à coup de matraque cet ordre des choses. Ce n'est donc pas étonnant de voir les flics protéger ce monde : maintenir l'ordre c'est maintenir un monde.

Aujourd'hui au sein du mouvement des Gilets Jaunes deux conceptions de la lutte semblent s'opposer. Celle qui vise à restaurer la souveraineté d'un peuple prétendument uni, et celle qui vise à faire cracher les riches. La souveraineté politique s'oppose à la question sociale. La Nation ferait rempart au libéralisme déchaîné. On voit émerger un discours contre les institutions européennes qui mèneraient cette danse. Pourtant, que ce soit Macron ou Juncker, ils défendent les mêmes intérêts. Ce qui s'efface alors c'est le caractère nocif de l'exploitation en elle-même, d'où qu'elle vienne, quelque soit celui ou celle qui la produit. Il s'agit alors de préserver les bourgeoisies nationales et le patronat français, et la prétendue compétitivité de l'industrie française. Mais derrière la Nation se cachent l'Etat et le capital.

Ce qu'oublie un mouvement qui ne s'en remettrait qu'à un changement des institutions à travers le RIC ou un changement de personnel politique, c'est qu'il ne remettrait en rien en cause l'emprise de l'économie sur nos vies. La révolution de 1789 qui fonde la Nation et le peuple moderne en est le plus parfait exemple. Les jacobins viennent clore une révolution qui malgré bien d'autres aspirations ne sera que politique. A l'usurpation du pouvoir de droit divin de l'aristocratie succède la confiscation du pouvoir Politique au profit de la bourgeoisie. Mais les affamé-e-s et les asservi-e-s restent les mêmes.

Une seule solution : auto-organisation de la grève, des blocages et des sabotages.

La force de ce mouvement c'est son autonomie. Il a échappé au contrôle qu'exercent les bureaucraties syndicales et politiques sur les mouvements sociaux depuis des décennies. De ce fait, il s'aventure davantage sur le terrain du rapport de force délaissé par les directions politiques et syndicales qui n'ont eu de cesse depuis bien trop longtemps de nous balader de manifs traine-savates en manifs traine-savates et de maintenir isolés les secteurs les plus combattifs en lutte. Nous avons le plus souvent fait preuve, de ronds points en manifs, et de manifs en blocage, d'une réelle solidarité et d'imagination. Combinant sans hiérarchisation les tactiques de lutte, nous avons su taper le pouvoir au seul endroit qui lui fait mal : le porte-monnaie. Peu lisible pour le pouvoir, nous lui avons fait davantage peur que la plupart des mouvements traditionnels.

L'urgence c'est de retrouver une force collective à même de pousser le pouvoir à lâcher encore davantage. Pour taper au porte-monnaie et gagner en disponibilité, il serait souhaitable de généraliser la grève. La grève reste le moyen le plus efficace pour bloquer l'économie. Mais ne nous trompons pas, les directions syndicales ne nous seront d'aucune aide. Il n'y a guère d'autres pistes que la grève sauvage, la grève du zèle, les piquets volants, ou pousser les représentant-e-s syndicaux à poser des préavis pour tenter de propager la pratique de la grève. Sur comment faire grève lorsqu'on est isolé on peut consulter : <https://paris-luttes.info/comment-faire-greve-si-je-suis-4969>. Nous n'avons d'autre perspective que de nous organiser par nous mêmes et pour nous-mêmes et d'étendre la révolte. Vers les boîtes, les lycées, les facs.

C'est chouette que des assemblées s'ouvrent, et permettent de se défaire d'une démocratie 2.0 bien imparfaite. Pour autant, les Assemblées ne doivent pas pour nous être le lieu d'une quelconque hégémonie politique, mais un espace d'échange, de coordination, d'entraide. Le lieu où s'expérimente plus qu'une souveraineté, une liberté retrouvée. Elles peuvent permettre de combiner des tactiques de lutte, de forger des moyens de se coordonner qui échappent à la vigilance policière, d'éviter qu'émergent des leaders autoproclamés ou accidentels. Les Assemblées ne sont pas Tout. Elles ne doivent pas museler la spontanéité de nos luttes. Le travail en groupe affinitaire, entre gens sur les mêmes bases, ou entre gens sur un rond point, les actions spontanées peuvent être parfois bien plus efficaces. Des petites mains peuvent dans la nuit attaquer avec plus de mordant ce que des centaines de personnes ne peuvent atteindre au grand jour. Et les manifs sauvages sont parfois bien plus perturbantes pour le pouvoir que celles que nous passons des semaines à préparer. Il ne faut pas fétichiser la forme pour la forme. Par contre ce que nous portons, nous n'entendons pas le porter au nom du Peuple, d'une classe ou des dominé-e-s, mais en notre propre nom.

Dans ce mouvement, nous faisons l'expérience que nous pourrions nous organiser au niveau local sans représentant-e-s, ni patron-ne-s, sans Etat. Au niveau de nos quartiers, de nos communes, de nos boîtes, nous pourrions par et pour nous-mêmes organiser nos vies, dominer une économie qui nous domine toujours davantage. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons que ces aspirations révolutionnaires n'ont guère de chance de trouver de débouchés dès aujourd'hui, mais ce que nous vivons en commun permettra peut-être qu'Etat et capital nous lâchent davantage et que se tissent des complicités, que s'aiguisent des résistances et des manières de lutter. Nous avons de notre côté commencé. En organisant des caisses de solidarité, des mutuelles d'entraide, en sabotant ce vieux Monde, toujours plus moderne et toujours plus vieux. Qu'il crève !

Des anarchistes, Caen, Janvier 2019

Contact : localapache@riseup.net

Permanences 1er samedi du mois, de 16h30 à 17h30, et troisième mercredi du mois, de 17h30 à 18h30.

Site internet: <https://localapachecaen.wordpress.com/>